



ABONNEZ-VOUS

Vol.58, N°28

12 août 2026

1,50 \$

N° de convention 40012374

La Voix
du Nord

LE VOYAGEUR



6

ÉLARGISSEMENT DE LA ROUTE 69 : LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE INTITULÉE «QUATRE VOIES – ZÉRO EXCUSE»

Photo : Donald Dennie



9

FESTIVAL UP HERE 2026 : UNE GALERIE À CIEL OUVERT AU CENTRE-VILLE DE SUDBURY

Photo : We Live Up Here.



2 & 3

SAVEURS, CULTURE ET INTÉGRATION AU FESTIVAL BIEN-ÊTRE POUR TOUS

Photo : LV



8

SUDBURY : UN NOUVEAU GUICHET UNIQUE POUR L'EMPLOI ET LE BIEN-ÊTRE DES JEUNES

Photo : Page Facebook Spark Employment Services.



Des services d'établissement présents au festival. Photos : L.V

GRAND SUDBURY

Saveurs, culture et intégration au festival Bien-être pour tous

La deuxième édition du festival culturel de la Fondation Bien-être pour tous, tenue samedi dernier au Parc Bell à Sudbury, a connecté les nouveaux arrivants aux organismes d'établissement locaux, tout en valorisant la culture et la gastronomie africaines. L'événement a offert une plateforme de réseautage essentielle pour briser l'isolement et faciliter l'installation des familles.



Mariama Aboul Atchang, présidente de la Fondation Bien-être pour tous.

Cette année, l'événement s'est démarqué par la présence d'organismes d'établissement locaux, francophones et anglophones.

L'objectif était de permettre aux nouveaux arrivants d'aller à la rencontre de ces acteurs clés pour faciliter leur adaptation dès leur arrivée dans le Grand Sudbury.

Vicky Christelle Biyaga, représentante de la fondation à Sudbury, rappelle que le parcours d'un immigrant commence par des besoins fondamentaux : «La première des choses qu'il lui faut, c'est d'avoir un toit où dormir», mentionne-t-elle.

L'organisme guide gratuitement les Africains dans leurs procédures d'installation, les aide à trouver un logement décent ainsi que de quoi meubler leur foyer.

«L'accompagnement se poursuit ensuite sur le plan pratique avec l'ouverture de comptes bancaires auprès de partenaires fiables, avant d'effectuer un aiguillage vers des services spécialisés», explique Mme Biyaga.

«L'immigration se veut permanente», insiste-t-elle, soulignant que ce festival crée un véritable espace d'échanges pour trouver des solutions durables aux défis quotidiens des immigrants.

Mettre en valeur l'artisanat et briser l'isolement

Plus d'une quinzaine d'exposants d'origine camerounaise notamment ont pris part à cette journée

Suite en page 3



La jeune Céline Tchokongoue (à gauche) au festival pour la première fois.



Cathy Etoka y a préparé des brochettes.

Suite de la page 2

pour présenter leurs créations et leurs produits.

Parmi eux, Céline Tchokongoue, une jeune Camerounaise de 14 ans, a vendu ses croquettes faites maison.

Elle salue un événement qui permet de «briser l'isolement» et de lier de nouvelles amitiés.

Elle émet le souhait de voir le festival s'implanter dans un lieu futur plus achalandé et visible que le parc Bell.

La gastronomie a également joué un rôle de premier plan. Cathy Etoka, installée au Canada depuis huit mois et membre de la fondation, a fait découvrir des brochettes préparées sur place.

Pour elle, ce type de rassemblement dans une ville à majorité anglophone aide à tisser un réseau de contacts précieux tout en renouant avec les saveurs du pays d'origine : «Quand on vient ici, on retrouve ce qu'on mangeait quand on était encore en Afrique», dit-elle.

Entre défis et ambitions pour la communauté

La présidente de la Fondation, Mariama Aboul Atchang, se félicite du succès de cet événement qui a nécessité trois mois de préparation.

«Nous sommes un organisme entièrement géré par des bénévoles. Nous n'avons pas d'employés, faute de financements pour les rémunérer. L'organisation de cet événement a débuté dès le mois d'avril. Nous avons réservé ce lieu qui nous avait déjà accueillis lors de la première édition de notre festival», explique-t-elle.

«L'année dernière, pour la première édition, les débuts ont été laborieux et ce ne fut pas facile. Cette année, nous nous sommes améliorés, d'où ce résultat merveilleux, marqué par une forte affluence et une belle organisation», se réjouit-elle.

«Je sais que ce n'est pas parfait, mais nous allons continuer à nous perfectionner d'année en année», reconnaît-elle.

Selon la fondatrice, l'organisme se développe progressivement. «Nous avons déjà sollicité de nombreuses subventions, sans succès pour l'instant», précise Mme Aboul Atchang.

Elle espère toutefois qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) finira par répondre favorablement à leurs demandes.

Pour l'avenir, la fondatrice voit grand : «Nous voulons attirer plus de public et mobiliser davantage de partenaires. L'année prochaine, nous souhaitons également collaborer avec d'autres communautés ethnoculturelles pour en faire un véritable festival. Nous voulons une représentation de toutes les communautés africaines», promet-elle.

Basée à Ottawa, la Fondation «Bien-être pour tous» a été créée par Mariama Aboul Atchang en 2021. Son festival culturel, quant à lui, a vu le jour deux ans plus tard. **L.V**



Vicky Christelle Biyaga représente l'organisme à Sudbury.



14 AOÛT — 17 SEPTEMBRE 2026

No Exit

Tarun Godara

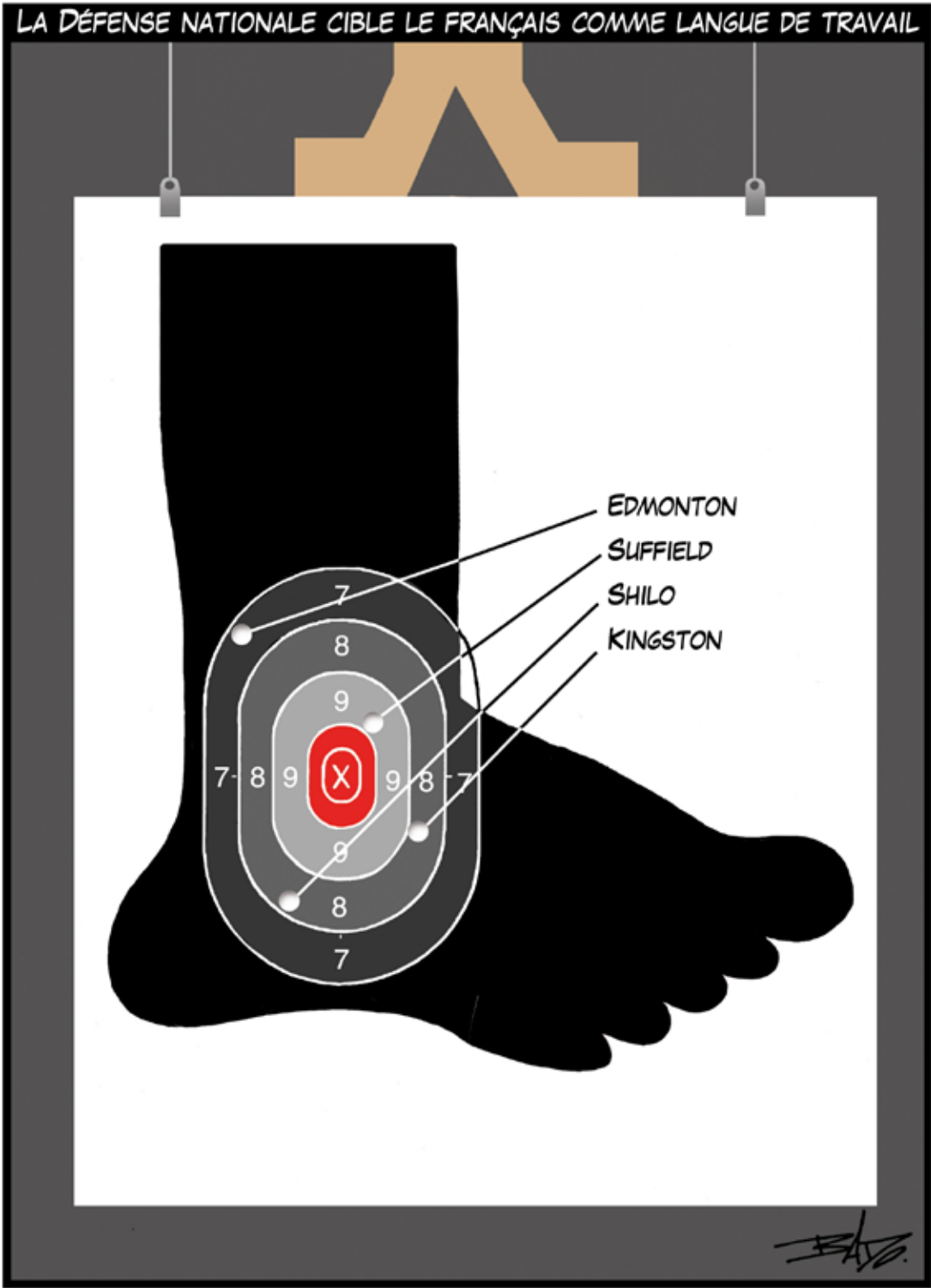
Exposition à la
Galerie du Nouvel-Ontario
27, rue Larch, Place des Arts

Vernissage :
le vendredi 14 août 2026
à 17 h

Exposition en partenariat
avec le festival Up Here

gn-o.org





CHRONIQUE

5 choses à savoir sur le nouveau pont entre le Canada et les États-Unis

CAROLINE BOUFFARD | **AS DE L'INFO** Lundi, c'était l'ouverture officielle du pont Gordie-Howe. Des camions et des voitures ont traversé pour la première fois cette nouvelle structure qui relie le Canada et les États-Unis. Même s'il était attendu depuis longtemps, le pont a créé beaucoup de tensions depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Voici 5 choses à savoir sur ce nouveau lien!

- 1. Un pied dans chaque pays!**

Le pont Gordie-Howe relie la ville canadienne de Windsor, en Ontario, à la ville américaine de Détroit, au Michigan. Il traverse la rivière Détroit. La frontière entre le Canada et les États-Unis passe en plein milieu du cours d'eau. Le pont a six voies (trois par direction) et mesure 2,5 kilomètres de long.
- 2. Un axe crucial pour le commerce**

Il y avait déjà un pont et un tunnel qui reliaient Windsor et Détroit, et plus de 75 000 véhicules traversaient cette rivière-frontière chaque jour. Mais ce n'était pas assez! C'est parce que le transport de marchandises entre le Canada et les États-Unis est une industrie majeure dans la région : 30 % des échanges commerciaux par camion entre les deux pays passent par là. Le nouveau pont, avec son passage aux douanes simplifié et ses accès rapides aux routes importantes, devrait faciliter la vie des gens des deux côtés de la rivière.
- 3. Il doit son nom... à un joueur de hockey!**

Gordie Howe était un joueur de hockey canadien qui a fait partie des Red Wings de Détroit pendant 25 ans. Un athlète canadien, qui a fait carrière à Détroit... c'était le nom parfait pour un pont qui relie le Canada à cette ville! Surtout que Gordie Howe est considéré comme l'un des plus grands joueurs de hockey de l'histoire. Il a
- remporté la Coupe Stanley quatre fois avec les Red Wings dans les années 1950. C'est son petit-fils, lui aussi prénommé Gordie, qui a été le premier automobiliste à traverser le pont lundi.
- 4. Il a coûté 6,4 milliards de dollars**

Et c'est le Canada qui a tout payé. Le pays compte se rembourser en partie grâce au péage. Eh oui! Le pont Gordie-Howe est payant. Les voitures doivent déboursier 11 \$ pour chaque passage. Les gros camions, eux, paient en moyenne 50 \$. Ça peut sembler beaucoup, mais c'est la moitié du prix pour traverser l'autre pont. C'est un autre grand avantage pour l'industrie du camionnage.
- 5. L'ouverture a été retardée par Donald Trump**

Depuis qu'il est au pouvoir, le président américain accuse le Canada de profiter des États-Unis. Il a donc imposé des tarifs aux produits canadiens. C'est pour la même raison qu'il a empêché l'ouverture du pont en février dernier. Selon lui, les États-Unis ont été traités injustement dans le dossier. Donald Trump a exigé que les frais de péage soient partagés avec son pays pour les 15 prochaines années. Sinon, le pont n'ouvrirait jamais. Face à cette menace, le Canada a finalement accepté de partager également les revenus du péage. Avec quelques mois de retard, le pont a donc pu être ouvert... mais les Américains n'ont pas été invités à la cérémonie.

journal

LE VOYAGEUR

Ce journal est conforme à l'orthographe rectifiée.

Les opinions exprimés dans le Courrier des Lecteurs n'engagent que l'auteur de la lettre.

336, rue Pine, bureau 302
Sudbury (Ontario)
P3C 1X8

Téléphone : 705-673-3377

Sans frais : 1-866-926-3997

Courriel : levoyageur@levoyageur.ca

Mission

Le Voyageur est le reflet de la francophonie nord-ontarienne contemporaine, diversifiée et en constante évolution. Il partage ses luttes et ses espoirs dans les voix qui s'y expriment et par son accessibilité.

On appelait «voyageurs» les gens qui faisaient le trafic des fourrures entre Montréal et Fort William, aujourd'hui Thunder Bay. Pour se rendre à Fort William, les voyageurs devaient passer par la rivière des Français et les lacs Huron et Supérieur. Certains se rendaient aussi au poste Brunswick House, au sud de Kapuskasing, ou empruntaient la rivière Missinaibi pour se rendre jusqu'à la baie James. Ces voyageurs transportaient vivres et fourrures, mais acheminaient aussi des messages et les nouvelles qu'ils glanaient le long de leur parcours. Le journal *Le Voyageur* est fier de perpétuer cette tradition.

HEURES D'OUVERTURE

9 h à 16 h du lundi au vendredi

- Les lettres à la rédaction seront publiées si l'auteur est identifié.
- L'heure de tombée pour les annonces est le jeudi à 14 h.
- Nos annonceurs ont jusqu'au lundi à midi pour corriger une publicité.
- La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.
- Toute personne qui envoie une lettre ou une photo pour être publiée dans le journal assigne implicitement et sans appel ses droits d'auteur aux Publications Voyageur Inc.

réseau presse

médias professionnels de l'info locale

FIER MEMBRE

Association des journaux francophones

Fondation Donatien

Canada

Ontario

Le Voyageur reconnaît l'appui du Fonds d'appui stratégique aux médias communautaires offert conjointement par le Consortium des médias communautaires de langues officielles et le Gouvernement du Canada pour le projet de consultation de son lectorat.

Le Voyageur reconnaît l'appui du Fonds d'appui stratégique aux médias communautaires offert conjointement par le Consortium des médias communautaires de langues officielles et le Gouvernement du Canada pour le projet de consultation de son lectorat.

Propriétaire

Paul Lefebvre

Équipe de direction

Mylène Lefebvre, poste 6206
direction@levoyageur.ca
marketing@levoyageur.ca
Mehdi Mehenni, poste 6209
redaction@levoyageur.ca

Directrice administrative

Mylène Lefebvre

Marketing

Mylène Lefebvre

Directeur de l'information

Mehdi Mehenni

Journaliste

Mehdi Mehenni

Pigistes

- Marc Dumont
- Lise Dugas
- Guilaine Tchadieu
- Donald Dennie
- Venart
- Nshimyumurwa
- Nicholas Ntaganda

Correspondants.es

Initiative de journalisme local Francopresse

Éditorialistes

- Donald Dennie
- Mehdi Mehenni

Maquettiste, graphiste

- Andoni
- Aldasoro Rojas

Caricaturistes

- Bado
- Jacques-André Blouin

Le Voyageur, propriété de Publications Voyageur inc. Imprimé par Journal Printing, 309, rue Douglas, Sudbury.

Distribution : 1 065 + 16 500 copies électroniques • Les idées exprimées dans Le Voyageur ne sont pas nécessairement celles de la direction.

Le Voyageur est un hebdomadaire. Courrier 2^e classe, Envoi de Poste-publications – Numéro de convention 40012374

MEMBRE : Association de la presse francophone

- Canadian Community Newspaper Association. Le but de notre journal est de promouvoir la langue française.
- Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.
- Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement de l'Ontario

Abonnements (inclus le journal et les cahiers spéciaux)

- 1 an • 60 \$ - 2 ans • 100 \$ - 3 ans • 135 \$ • Aînés et étudiants : 1 an • 50 \$ - 2 ans • 80 \$ - 3 ans • 105 \$ • À l'étranger : 1 an • 125 \$
- Multiple : 5-20 abonnements = 40 \$ par année - 21-500 = 30 \$ par année • Institutionnel : Plus de 500 abonnements = 20 \$ chacun par année

HORAIRE D'ÉTÉ DU JOURNAL

LE VOYAGEUR

Comme plusieurs d'entre vous, notre équipe profite de la belle saison pour prendre un peu de repos bien mérité.

Durant juillet et août, **Le Voyageur** passera donc à un rythme de publication aux deux semaines. Ce ralentissement estival reflète aussi la baisse d'activités dans la communauté et chez plusieurs organismes partenaires, ce qui nous permet d'adapter notre rythme à celui du terrain.

Nous profitons également de cette période plus calme pour prendre un temps de réflexion stratégique, mieux planifier la suite, et continuer à vous offrir un journal à la hauteur de vos attentes.

Prochaine parution :
26 août

MERCI DE VOTRE COMPRÉHENSION,
ET SURTOUT : **BON ÉTÉ À TOUS !**

CANADA

Une directive sur la langue de travail à la Défense nationale inquiète

JULIEN
CAYOUILLE

FRANCOPRESSE

Alors que les appels à faire plus de place au français dans les Forces armées canadiennes se font entendre depuis des années, le ministère de la Défense rejette l'idée que sa nouvelle directive linguistique menace l'utilisation du français dans ses rangs.

Dans une infolettre publique du 27 juillet, le ministère de la Défense explique avoir modifié la désignation linguistique de plusieurs lieux de travail en partie parce que «plusieurs organisations et unités situées dans des régions unilingues éprouvaient des difficultés à respecter leurs obligations linguistiques, ce qui entraînait des plaintes fondées et de la frustration».

La missive invoque aussi la difficulté de recruter du personnel pour des postes bilingues dans certaines régions.

Les nouvelles règles sur la langue de travail au sein du ministère de la Défense et des Forces armées canadiennes (FAC) ont été mises au jour par *Le Devoir* le 3 août.

Recul «choquant»

En entrevue avec Francopresse, le militaire à la retraite et président de la firme de consultants Innovigo, Éric Sauvé, Éric Sauvé exprime sa frustration provoquée par l'annonce : «Ce qui me choque le plus, c'est qu'on dit : "Oui, vous avez raison de vous plaindre qu'il n'y a pas de service en français, mais comme c'est trop dur, on va tout simplement déclarer que la base est unilingue anglophone"».

Il y voit aussi un «moment important» pour l'érosion du français, parce qu'il y aura moins d'incitatifs pour parler en français dans les régions anglophones. Il y aura des conséquences à long terme. «Quand les francophones ne se sentent pas représentés, ne se sentent pas respectés, ils ont moins tendance à se présenter au centre de recrutement. Parce qu'ils se disent, ce n'est pas pour nous, ça.»

De bilingue à unilingue et vice versa

Avant janvier 2025, les désignations linguistiques étaient assignées à partir des Ordonnances d'organisation des Forces canadiennes. Cette désignation a été supprimée et remplacée par la Liste des régions



Selon des données partagées par la professeure Stéphanie Chouinard devant un comité parlementaire, 9 % des membres anglophones des Forces sont bilingues, alors que 59 % des membres francophones le sont. Photo : John Douglas – CC BY-NC-ND 2.0

bilingues du Canada aux fins de la langue de travail.

Ces régions incluent Ottawa, le Nouveau-Brunswick, Montréal, quelques secteurs du Québec, de l'Est et du Nord de l'Ontario.

Le directeur des langues officielles au ministère de la Défense nationale, le capitaine de vaisseau Vincent Pellerin, donne plus de précisions sur le changement. «On a remplacé un système désuet pour désigner les langues de travail dans les unités avec un système qui est plus conforme et cohérent avec le reste du gouvernement fédéral. [...] Spécialement pour les fonctionnaires qui travaillent à la Défense.»

«Il faut faire la nuance que c'est la langue de travail et non la langue de service qui est affecté, dit-il. La majorité des unités qui étaient désignées bilingues, c'était largement pour des raisons de service et non de langue de travail.»

Selon les chiffres à la disposition de Vincent Pellerin, 174 unités bilingues sont devenues anglophones, 29 sont devenues francophones et 67 anglophones sont devenues bilingues. Il peut y avoir plusieurs unités sur une même base militaire. Par exemple, l'unité dentaire et les services administratifs seront comptés séparément.

La plupart des services aux

Nombre de plaintes au CLO au cours de 10 dernières années

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
Nombre de plaintes recevables	51	50	82	77	140	49	49	29	75	89	36

Note : la nouvelle directive en entrée en vigueur en janvier 2025.

militaires et à leurs familles seront encore offerts dans les deux langues officielles, peu importe la langue de travail de la région, souligne la nouvelle directive.

Les unités unilingues ont aussi des responsabilités envers la Loi sur les langues officielles (LLO), précise-t-il. «Si quelqu'un a un souci, une inquiétude sur des enjeux de langues officielles, il peut absolument déposer une plainte au commissaire [aux langues officielles]. Et à la Défense, on prend ces plaintes-là très au sérieux.»

Il revient alors au Commissariat de déterminer si la plainte est recevable, même si elle est déposée dans un lieu de travail qui n'est pas désigné comme étant bilingue.

Des recommandations pour faire plus de place au français

Les critiques concernant la place du français dans les Forces armées canadiennes sont formulées depuis plusieurs années. Les recommandations pour encourager son utilisation et améliorer la formation linguistique aussi.

Dans un article publié en 2021, deux chercheuses du ministère de la Défense, Sara Rubinfeld et Carla Sowinski, concluaient qu'il fallait offrir davantage d'occasions d'apprendre le français de façon immersive, normaliser son usage dans les milieux de travail et encourager l'apprentissage de la deuxième langue officielle.

«En tant qu'aspect fondamental de l'identité canadienne, la dualité

linguistique ne devrait pas être séparée des autres efforts [des Forces armées canadiennes pour célébrer la diversité et assurer l'équité].»

En avril 2026, le Comité permanent de la défense nationale a tenu trois réunions pour étudier la place des francophones et des autochtones dans les Forces armées canadiennes.

Lors de son allocution d'ouverture, la professeure agrégée en science politique au Collège militaire royal du Canada à Kingston, Stéphanie Chouinard – qui témoignait à titre personnel et non pour son établissement – faisait les mêmes recommandations.

Elle insistait aussi sur la nécessité de ne pas limiter l'apprentissage à la réussite d'un test, mais plutôt d'être capable de travailler en français avec des collègues. «C'est un type d'apprentissage qui se fait pendant toute une carrière et qui, selon moi, doit commencer dès l'entrée d'un membre dans les Forces armées canadiennes.»

Lors de la même audience, le vétéran Éric Sauvé insistait sur le besoin d'aller au-delà de l'offre d'apprentissage et de fournir aux militaires plus d'occasions de pratiquer le français. «Il faut créer des occasions réelles de l'utiliser, par exemple dans les briefings, dans les cours, dans les évaluations et dans les mutations.»

De l'avis du capitaine de vaisseau Vincent Pellerin, la nouvelle directive n'affecte pas les occasions d'apprentissage «parce que

dans la carrière d'un militaire, le bilinguisme est critique pour l'avancement». Elle n'interdit pas de parler français dans les unités anglophones, précise-t-il.

Une autre directive a été mise en action à l'automne 2025 pour que les FAC s'adaptent à la nouvelle LLO et pour augmenter la capacité de bilinguisme.

«Ça ne respecte pas l'esprit de la Loi»

Pour le député responsable des Langues officielles du cabinet fantôme du Parti conservateur du Canada, Joël Godin, la décision est une preuve que le gouvernement n'a pas la volonté de «faire grandir la langue française».

Joël Godin croit que le ministère de la Défense est allé trop vite en adoptant la liste du gouvernement «établie en 1977». Il aurait dû attendre la nouvelle liste officielle des régions désignées en vertu de la Loi sur les langues officielles (LLO).

«Au niveau légal, probablement qu'ils respectent la loi, mais pas l'esprit de la loi. L'esprit de la loi, c'était d'arrêter le déclin du français et de protéger et promouvoir les deux langues officielles. Il ne faut pas abandonner à la première résistance. Il faut être créatif, il faut trouver des solutions», conteste le député de Portneuf-Jacques-Cartier.

Il a l'impression que la décision a été prise dans un bureau, en regardant des statistiques, éloignée des expériences humaines sur le terrain.

Données sur le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes

Le lieutenant-général Erick Simoneau a donné quelques chiffres lors d'un témoignage devant le Comité permanent de la défense nationale le 15 avril. Environ 24 % du personnel des Forces serait francophones, comparativement à 21 % de la proportion canadienne.

Pour sa part, la professeure Stéphanie Chouinard souligne devant le même comité parlementaire le 22 avril que «les langues officielles et le bilinguisme demeurent largement l'affaire des francophones» parce que les anglophones ont rarement l'occasion de travailler en français.

Selon ses données, seulement 9 % des membres anglophones des Forces sont bilingues, alors que 59 % des membres francophones le sont.

Le Commissariat aux langues officielles (CLO) traite aussi les plaintes concernant la Loi sur les langues officielles visant le ministère de la Défense.

GRAND SUDBURY

Élargissement de la route 69 : lancement d'une campagne intitulée «Quatre voies – Zéro excuse»



La famille de Cody Van Den Bosch. Photo :

DONALD DENNIE | LE VOYAGEUR - IJL

Les députés néo-démocrates de Sudbury et de Nickel Belt à l'Assemblée législative de l'Ontario, M. Jamie West et Mme France Gélinas respectivement, ont amorcé une campagne intitulée «Quatre voies – Zéro excuse» pour inciter le gouvernement progressiste-conservateur de la province à terminer l'élargissement de la route 69 à quatre voies.

«Voilà huit ans que le gouvernement de Doug Ford nous promet que les derniers 68 kilomètres seront élargis», a déclaré M. West, «mais il n'inscrit aucun argent dans son budget annuel pour effectuer cette construction».

«On veut que le gouvernement Ford passe de la parole aux actes», a ajouté Mme Gélinas lors d'une conférence de presse tenue à la salle Mine Mill, sur les rives du lac Richard qui longe la route 69 dans le Grand Sudbury, le jeudi 23 juillet dernier.

Les deux députés ont fait remarquer que les 68 kilomètres qui restent à seulement deux voies sont le site de nombreuses collisions frontales dont plusieurs occasionnent des décès. «Au seul mois de juin dernier, quatre personnes ont perdu la vie à la suite de collisions sur ce bout de route. Il est grand temps que cette section de la route 69 soit élargie à quatre voies afin d'éviter ces genres d'accidents mortels. Si Doug Ford est prêt à dépenser un milliard de dollars pour construire un tunnel sous la route 401, il peut trouver de l'argent pour construire l'élargissement de la route 69», a souligné M. West.

La campagne qu'ont lancée les deux députés comprend un site web qui relate l'histoire de cette fameuse route 69 dont l'élargissement à quatre voies a commencé en 1991. Ce site web invite les gens du public à raconter leurs histoires reliées à cette route, soit

des accidents qu'ils ont dû vivre ou ceux dont ils ont été témoins. Mme Gélinas a mentionné que ce site web constitue «un outil pour que les gens puissent partager leurs voix».

«Il existe beaucoup de mythes au sujet de cette route, dont celui que les chefs des Premières Nations Henvey Inlet, Shawanaga et Magnetawan s'opposent à l'élargissement de la route qui traverse leurs territoires respectifs. C'est un mythe», a insisté la députée de Nickel Belt.

«En réalité, les trois chefs veulent que le projet d'élargissement aille de l'avant; ils sont d'accord quant au trajet que cette route doit emprunter.»

Un autre mythe veut que la route actuelle soit sécuritaire. «Or, le nombre d'accidents, dont certains occasionnent des décès, contredit cette affirmation», a poursuivi Mme Gélinas. «Une route à quatre voies fait baisser le nombre d'accidents de façon importante.»

En plus du site web, la campagne comprend des autocollants pour pare-chocs, des pancartes de pelouse, des panneaux publicitaires le long de certaines voies dans le Grand Sudbury et des macarons portant tous le même message soit «Quatre voies – Zéro excuse».

Au cours de la conférence de presse, la tante de Cody Van Den Bosch, décédé à l'âge de 28 ans, lors d'un accident sur cette por-

tion non élargie de la route 69, le 5 juin dernier, a raconté, avec beaucoup d'émotion, les effets que ce décès a eus sur la famille. Mme Erin Lafond a déclaré que le décès de son neveu a laissé un vide incroyable dans la vie de tous ceux et toutes celles qui l'ont connu. «Personne ne devrait être obligé de vivre ce type de tragédie. Son histoire mérite d'être racontée. Il avait un cercle important d'amis et d'amies. Sa personnalité illuminait tous ceux et toutes celles qui le connaissaient et l'entouraient. Il aimait beaucoup la pêche et les concerts.»

Selon M. West et Mme Gélinas, c'est ce genre d'histoires que le site web veut permettre que soient racontées. «Cette campagne veut permettre aux gens de se faire entendre», a précisé Mme Gélinas. «Plus les gens se feront entendre, plus tôt l'élargissement de ces 68 kilomètres aura lieu. Il faut mettre de la pression sur le gouvernement pour enfin terminer la construction de ces quatre voies sur la route 69.»

«En ce moment, la seule priorité pour le gouvernement Ford par rapport au Nord de l'Ontario, c'est l'exploitation minière», a déclaré Mme Gélinas au Voyageur. «Ce gouvernement doit comprendre que les gens du Nord ont besoin d'une route sécuritaire pour se rendre au Sud de la province, que ce soit pour le commerce, le tourisme ou les rendez-vous médicaux. Le lancement de cette campagne, c'est de se faire entendre pour que le gouvernement réalise que, oui, il y a des Ontariens qui vivent au-delà des Muskokas. Nous aussi, nous avons un droit à des routes sécuritaires.»

Lien vers le site web : <https://www.jamiewestmpp.ca/4lane69>

AVIS PUBLIC

Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation Avis d'intention de demander une augmentation de la capacité du cimetière catholique romain La Salle de Sudbury

PRENEZ AVIS QUE conformément au paragraphe 83 (1) de la *Loi sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*, L.R.O. 2002, et à l'article 148 du Règlement de l'Ontario 30/11 adopté en vertu de la *Loi*, la Ville du Grand Sudbury a soumis une demande au registrateur de l'Autorité des services funéraires et cimetières de l'Ontario l'enjoignant d'autoriser une augmentation de la capacité du cimetière catholique romain Lasalle de Sudbury en vue de la construction d'un mausolée privé comprenant neuf (9) cryptes.

Pour obtenir des renseignements additionnels ou présenter une soumission au registrateur, veuillez communiquer avec l'Autorité des services funéraires et cimetières de l'Ontario, par courriel à registrar@thebao.ca, par téléphone (sans frais) au 1 844 493-6356 ou par la poste à l'adresse suivante : 5160, rue Yonge, bureau 1200, North York (Ontario) M2N 6L9.



Le message de la campagne. Photo : Donald Dennie



Des bénévoles s'affairent à construire le sentier. Photo : Donald Dennie



Camille Tremblay-Beaulieu. Photo : Donald Dennie

GRAND SUDBURY

Des bénévoles aménagent un sentier pour facilitera l'accès à la forêt nourricière du parc Delki Dozzi



Un pommier.

DONALD DENNIE

Une équipe de bénévoles a travaillé pendant deux jours, les 27 et 28 juillet derniers, afin de confectionner un sentier qui facilitera l'accès à la forêt nourricière au parc Delki Dozzi dans le quartier Gatchell du Grand Sudbury.

Animés par Camille Tremblay-Beaulieu, codirectrice de l'organisme Sudbury Shared Harvest, qui est responsable de cette forêt nourricière, ces bénévoles, dont certains sont membres des Youth Rangers du ministère provincial des Ressources naturelles, ont préparé ce sentier constitué de sable de concassage long de 75 mètres et large de 1,5 mètre en moyenne.

Le Sudbury Shared Harvest existe depuis environ 10 ans dans le but de rassembler des personnes intéressées à faire pousser de la nourriture de façon alternative. Les forêts, dont celle du parc Delki Dozzi est la première et la plus grande de plusieurs dans le Grand Sudbury, constituent une façon de produire des fruits tels des pommes, des poires, des cerises, des camerises, des fraises, des framboises, des groseilles et des prunes. «À mesure que la saison avance, il y a toujours un fruit

ou l'autre qui pousse dans le jardin et la forêt. Quand tu te promènes dans un jardin communautaire ou une forêt nourricière, tu peux toujours goûter à quelque chose», a déclaré Mlle Tremblay-Beaulieu.

Les forêts nourricières du Grand Sudbury sont souvent voisines de jardins communautaires comme c'est le cas au parc Delki Dozzi. Le jardin du parc a été établi en 2009 par le Réseau d'action communautaire de la Ville du Grand Sudbury. «On aime ça quand ils sont près l'un de l'autre, car on peut partager de l'équipement, on peut travailler ensemble. C'est vraiment le fun qu'on soit capable de jumeler les deux. Les gens travaillent ensemble; ils se rencontrent pour partager de la nourriture. C'est vraiment une belle énergie».

«On a été très chanceux que la compagnie d'assurance Trillium Mutual nous verse une bourse à travers son fonds communautaire Roots», a poursuivi la codirectrice de Sudbury Shared Harvest. «Ça nous permet de faire un genre de sentier qui traverse notre forêt nourricière, ce qui va la rendre plus accessible. Il est construit sur un terrain rempli de bosses et de trous qui rendaient la circulation moins sécuritaire. Ça faisait longtemps qu'on voulait faire ça.»

Dorénavant, les personnes avec des problèmes de mobilité ou qui poussent un carrosse pourront traverser cette forêt. «Le fonds de Trillium Mutual nous a permis d'acheter le sable de concassage et beaucoup de gens sont venus nous aider à le répandre et à bâtir ce sentier», admet Mlle Tremblay-Beaulieu.

Elle admet travailler davantage dans les forêts nourricières que dans les jardins communautaires. «Une forêt nourricière, on s'en occupe comme un système écologique», dit-elle. «On y retrouve des arbres, des bosquets, des plantes et souvent du bois qui décompose sur le sol. C'est le même concept qu'on applique dans un système agricole. Ce n'est pas tout qui peut être mangé dans une forêt nourricière, mais tout a un rôle comme dans un système écologique.»

En plus des arbres fruitiers, on peut aussi retrouver des noisetiers bien qu'ils soient en moins grand nombre.



Un cerisier.



Le volet francophone du partenariat offre un soutien personnalisé tant aux chercheurs d'emploi qu'aux entreprises. Photo : Page Facebook Spark Employment Services.

GRAND SUDBURY

Un nouveau guichet unique pour l'emploi et le bien-être des jeunes

L'organisme Spark Employment Services s'associe au Youth Wellness Hub du Grand Sudbury pour lancer un guichet unique destiné aux jeunes. Cette collaboration stratégique offre gratuitement des services intégrés de santé, de soutien communautaire et de formation à l'emploi pour propulser la relève locale.



Dhwani Bhatia, gestionnaire du changement organisationnel chez Spark Employment Services. Photo : Courtoisie

Spark accompagne une clientèle diversifiée à travers ses programmes d'emploi destinés aux jeunes, aux aînés, aux nouveaux arrivants et aux prestataires de l'aide sociale de longue durée. Aujourd'hui, l'organisme franchit une nouvelle étape pour soutenir spécifiquement les jeunes.

«Nous sommes ravis d'annoncer notre récente collaboration avec le Youth Wellness Hub [Carrefours bien-être pour les jeunes]», déclare Dhwani Bhatia, gestionnaire du changement organisationnel chez Spark Employment Services.

«Depuis le 23 juillet dernier, nous offrons nos services d'aide à l'emploi directement au sein de leur structure. Cet engagement continu est prévu pour une première année complète et se poursuivra jusqu'à la fin de l'exercice financier, soit le 31 mars.»

Ce partenariat permettra d'évaluer les besoins de la communauté et de créer un véritable guichet unique pour les jeunes.

Dans un même lieu, ils pourront consulter une infirmière praticienne, recevoir un soutien en santé mentale et bénéficier des programmes de formation de Spark.

Trois programmes phares gratuits

Grâce à cette alliance, Spark met en avant trois initiatives majeures :

- Help Wanted Club : un service sans rendez-vous pour aider à la rédaction de CV, la recherche d'emploi et la préparation d'entrevues.
- Get Set (Compétences, éducation et formation) : des ateliers collectifs et individuels centrés sur la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul.
- Le programme de navigation

francophone : un accompagnement sur mesure pour les chercheurs d'emploi francophones âgés de 15 à 25 ans.

«Cela se traduit par des discussions individuelles avec un navigateur d'emploi», explique Dhwani Bhatia. «Son rôle est de connecter nos clients avec des opportunités d'emploi et de formation locales. Tous ces services sont entièrement gratuits.»

Selon la gestionnaire, ces initiatives visent à renforcer la confiance des jeunes du Grand Sudbury et à leur donner les clés du marché du travail actuel. «Notre jeune génération doit comprendre les besoins du milieu et saisir les opportunités existantes», insiste-t-elle.

L'importance cruciale des compétences numériques

Le programme «Get Set» accorde une place centrale à la littératie numérique et à la numératie, des compétences jugées indispensables à l'ère de l'intelligence artificielle et de l'automatisation.

«Il est crucial d'être compétent sur le plan numérique pour comprendre un monde en constante évolution technologique», souligne Mme Bhatia.

«Cela donne aussi l'autonomie nécessaire pour chercher des réponses et tirer parti de l'intelli-

gence artificielle. C'est une compétence très recherchée par les employeurs», mentionne-t-elle.

Le bilinguisme comme tremplin économique

Le volet francophone du partenariat offre quant à lui un soutien personnalisé tant aux chercheurs d'emploi qu'aux entreprises, facilitant le recrutement de profils bilingues.

«Dans notre communauté, le bilinguisme est un avantage majeur», affirme Dhwani Bhatia. «Cependant, la transition d'une langue à l'autre n'est pas toujours simple pour les candidats ou les employeurs. Notre navigateur intervient pour bâtir des ponts, permettant notamment aux entreprises d'embaucher des personnes anglophones désireuses d'apprendre le français», ajoute-t-elle.

En plus de briser la barrière linguistique, ce programme offre un levier financier de taille. Spark finance directement les formations spécialisées nécessaires à l'embauche pour garantir un succès à long terme.

«Si un employeur souhaite recruter l'un de nos clients francophones, mais exige un permis d'agent de sécurité ou un certificat de manipulateur d'aliments, notre programme finance cette formation», conclut la gestionnaire. **L.V**



Jen McKerral, directrice artistique (à droite) et Jaymie Lathem, D.G (à gauche). Photo : Courtoisie de We Live Up Here.



Up Here est un événement rassembleur. Photo : Courtoisie

GRAND SUDBURY

Festival Up Here 2026 : une galerie à ciel ouvert au centre-ville de Sudbury

Du 14 au 16 août 2026, le centre-ville de Sudbury se transformera en une immense galerie à ciel ouvert pour la 12^e édition du festival Up Here. Sous le thème rassembleur «Réveille-toi!», cet événement incontournable mariera art public, musique et installations interactives, pour inciter la communauté à se réapproprier l'espace urbain.

Jen McKerral, directrice artistique d'Up Here, rappelle que l'essence de l'événement demeure inchangée : célébrer l'art sous toutes ses formes au cœur de la ville.

«On a un peu d'art partout au centre-ville. On essaie d'en faire une galerie d'art public pour la communauté», explique-t-elle.

Cette année, le thème «Réveille-toi!» résonne comme un appel à l'action. Selon la directrice artistique, il s'agit d'inviter les citoyens à s'engager activement dans leur milieu, à briser l'isolement et à sortir de chez eux pour partager des expériences culturelles communes. «L'art, ça fait jaser, c'est un catalyseur», précise-t-elle avec enthousiasme.

Une programmation musicale éclectique

Une programmation musicale éclectique et audacieuse attend les festivaliers. Parmi

les têtes d'affiche, on retrouve Hologramme, un artiste montréalais dont la musique électronique atmosphérique puise ses influences dans la house, le UK garage et l'ambient.

«Ça va faire danser, ça va être le fun», promet Jen McKerral à propos de sa performance prévue le samedi 15 août.

La métropole québécoise sera aussi représentée par Quinton Barnes, un artiste hip-hop qui intègre des sonorités électroniques expérimentales à ses créations. Il montera sur scène le vendredi soir.

Enfin, la directrice artistique souligne la présence très attendue de SadBoi, une rappeuse incontournable de la scène torontoise.

L'avantage des passes de fin de semaine

Pour ce qui est des salles, les deux tiers des places sont réservés aux détenteurs de passes.

«On calcule pour bien remplir les salles tout en gardant des places pour les billets individuels. Le festival se vit mieux avec une passe, car elle permet de se déplacer librement d'une salle à l'autre. C'est pourquoi nous ne vendons jamais 100 % des billets d'une même salle à l'avance», explique-t-elle.

«Durant la soirée, au moins deux salles présentent de la musique en simultané. Il est donc facile de passer de la Place des Arts au Studio Desjardins pour découvrir toute notre programmation. Nous encourageons vraiment le public à se promener d'une salle à l'autre pour profiter de toute la musique que nous avons à offrir», suggère la directrice artistique d'Up Here.

Une empreinte géographique repensée

Le festival encourage les gens à se promener entre les différentes salles. Est-ce que l'architecture et la géographie du centre-ville de Sudbury va faciliter cette promenade d'une salle à l'autre?

«C'est une question sur laquelle nous nous penchons depuis quelques années. L'an

dernier, nous avons délibérément choisi de réduire l'empreinte géographique du festival, car nous avons constaté que l'événement fonctionne mieux lorsque les salles sont rapprochées», mentionne la directrice artistique.

Ils ont décidé de concentrer les grands concerts de soirée à la Place des Arts, car les lieux se font face, ce qui permet au public de passer très rapidement de l'un à l'autre.

«De plus, notre programmation gratuite investit "Le Crac", ce petit espace situé entre le YMCA et le théâtre Red Wilkinson. Nous y aménagerons un bar éphémère ainsi qu'une installation artistique majeure. Cet espace restera ouvert et accessible gratuitement à tous pendant toute la durée du festival», souligne-t-elle.

Le festival offre un rabais de 10% sur la marchandise avec la passe de fin de semaine. La directrice artistique d'Up Here fait savoir que la vente de marchandise représente un faible pourcentage de leurs revenus, mais qu'elle demeure cruciale.

«Même si nous dépendons beaucoup des subventions et des

commanditaires, il est essentiel de générer nos propres fonds pour soutenir le festival. C'est pourquoi nous proposons des produits attrayants, incluant des invendus des années précédentes pour ceux qui auraient raté leur chance», explique-t-elle.

Un laboratoire urbain en évolution

Elle déclare que, depuis ses débuts, le festival Up Here fonctionne comme un laboratoire.

«Nous aimons nous réinventer. Après la pandémie, nous avons privilégié la rue, et nous renouons progressivement avec les salles de spectacle grâce à de nouveaux espaces comme la Place des Arts et le Knox. Cet équilibre entre l'espace public et la salle nous permet d'innover et d'encourager un public plus large à découvrir ces lieux culturels», dit-elle.

Chaque année, dans Up Here, des muralistes et des artistes visuels créent en direct de grandes murales et des installations pour transformer la ville en galerie à ciel ouvert.

Une première murale représentant un poisson a déjà été complétée au coin des rues Larch et Young, près de l'hôtel de ville de Sudbury.

Pour découvrir les concerts secrets dans des lieux inattendus, il n'y a qu'une seule solution : télécharger l'application FEST et suivre Up Here. **L.V**

Sudoku

9								1
			8	5				
5			9	6			8	
				3		4	6	
					7			
6			1					9
	4	3						
						7	4	
1	6		5			2		

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

RÉPONSE DU JEU N° 983

9	2	8	4	7	3	6	5	1
3	7	6	8	5	1	9	2	4
5	1	4	9	6	2	3	8	7
7	9	1	2	3	8	4	6	5
4	8	5	6	9	7	1	3	2
6	3	2	1	4	5	8	7	9
8	4	3	7	2	9	5	1	6
2	5	9	3	1	6	7	4	8
1	6	7	5	8	4	2	9	3



Fabriquer un xylophone « aquatique »!

Tu aimerais jouer de la musique aujourd'hui, mais tu n'as pas d'instruments à ta portée — ou tu as simplement envie de créer de nouveaux sons? Ça tombe bien! Tu peux facilement fabriquer un xylophone avec de l'eau (oui, oui!) et des choses qui se trouvent déjà dans ta maison. Voici comment faire!

MATÉRIEL

- Contenants vides en verre (ex. : bouteilles, pots de confiture)
- Eau
- Colorant alimentaire (facultatif)
- Deux baguettes ou cuillères en bois

ÉTAPES

1. Aligne tous les contenants sur une table ou un comptoir (tu peux en mettre autant que tu veux!). Ceux-ci formeront les différentes notes de ton xylophone.

2. Remplis chaque contenant de droite à gauche avec une quantité d'eau de plus en plus grande. Autrement dit, le contenant de droite doit avoir un peu d'eau, le suivant doit en avoir un peu plus, etc., et le dernier à gauche doit être le plus plein. Retiens que moins il y a d'eau, plus le son est aigu; plus il y a d'eau, plus la note est grave.

3. Ajoute quelques gouttes de colorant alimentaire dans chaque contenant pour créer des couleurs différentes pour chaque note. Cette étape n'est pas obligatoire : si tu n'as pas de colorant alimentaire, tu peux décorer tes contenants avec des autocollants ou des rubans, par exemple.

4. Mets les couvercles sur les contenants pour éviter les dégâts, puis essaie ton xylophone en frappant doucement les contenants avec les baguettes ou les cuillères de bois.

Maintenant, amuse-toi à créer des mélodies selon tes envies ou essaie de jouer des airs que tu connais déjà!

Abonnez vous pour savoir ce qui se passe en français dans le Nord de l'Ontario.

LE VOYAGEUR

Mot caché

Thème : L'ÉTÉ
6 lettres

A ACTIVITÉS AOÛT ARROSAGE B BAIGNADE BARBECUE BATEAU BRONZAGE C CAMPING CANICULE	CHALET CHALEUR CHAPEAU CONGÉ COQUILLAGE CROISIÈRE D DÉTENTE F FESTIVAL FLEURS FRUITS G GOLF	H HUMIDITÉ I INSECTES J JARDIN JUILLET JUN K KAYAK L LÉGUMES M MARCHÉ	MÉTÉO MOTO MOUSTIQUES N NAUTISME O OISEAUX ORAGE P PAPILLONS PARASOL PARC PÊCHE PIQUE-NIQUE	PISCINE PLAGE PLONGÉE PLUIE PROMENADE R RANDONNÉE S SOLEIL SOLSTICE SURF T TENNIS TERRASSE	THÉÂTRE TOURISME V VACANCES VÉGÉTATION VÉLO VOILE VOYAGE
---	---	---	---	---	---

E	P	S	A	E	R	T	A	E	H	T	E	N	I	C	S	I	P	E	C
J	M	I	N	V	E	P	L	A	G	E	T	E	N	N	I	S	T	O	S
E	A	S	Q	O	E	E	S	E	T	I	V	I	T	C	A	N	Q	E	C
S	U	R	I	U	L	N	G	C	H	A	L	E	U	R	E	U	G	R	E
A	E	C	D	T	E	L	T	N	E	I	U	L	P	T	I	A	O	G	H
M	E	C	E	I	U	N	I	U	O	R	A	G	E	L	S	I	A	U	L
O	D	J	N	B	N	A	I	P	R	L	I	D	L	O	S	Z	M	O	C
U	A	G	U	A	R	C	N	Q	A	E	P	A	R	I	N	I	S	A	S
S	N	O	S	I	C	A	A	L	U	P	G	R	E	O	D	A	M	R	B
T	E	L	O	E	N	A	B	N	A	E	A	R	R	I	R	P	U	A	E
I	M	F	L	G	O	O	V	U	I	V	E	B	T	A	I	E	T	L	V
Q	O	B	S	A	L	U	S	B	A	C	I	E	P	N	L	E	I	E	R
U	R	A	T	Y	E	T	A	E	T	E	U	T	G	F	A	O	G	T	A
E	P	L	I	O	V	I	S	O	S	O	P	L	S	U	V	E	P	E	N
S	P	L	C	V	G	S	U	E	I	S	S	A	E	E	T	T	E	L	D
M	A	O	E	N	A	R	M	S	T	O	K	C	H	A	F	E	C	L	O
O	R	N	A	R	I	U	E	I	L	A	O	C	T	C	O	M	H	I	N
T	C	D	R	S	G	A	U	E	Y	N	R	I	F	R	U	S	E	U	N
O	E	E	M	E	U	R	I	A	G	A	O	C	H	A	L	E	T	J	E
N	T	E	L	X	F	L	K	E	M	N	S	E	T	C	E	S	N	I	E

SOLUTION DE CE MOT CACHÉ : SAISON

HOROSCOPE

SEMAINE DU 10 AU 14 AOÛT 2026

SIGNES CHANCEUX DE LA SEMAINE : BALANCE, SCORPION ET SAGITTAIRE

BÉLIER (21 MARS - 20 AVRIL)

Vous savourerez votre cocon, entre moments complices en famille et parenthèse de solitude régénératrice. La relation de couple occupera le devant de la scène, et vous exprimerez votre créativité jusque dans les gestes les plus simples du quotidien.

TAUREAU (21 AVRIL - 20 MAI)

Une envie de changer de véhicule pourrait vous pousser à comparer, à marchander et à écouter de longs arguments. Dans vos activités professionnelles, vous révélez d'habiles talents de persuasion et de négociation, proches de ceux d'une personne née pour travailler dans la vente.

GÉMEAUX (21 MAI - 21 JUIN)

L'appel à vous faire plaisir sera fort : nouveaux vêtements, look rafraîchi et sorties animées avec vos proches. Votre agenda social sera bien rempli; côté travail, des heures supplémentaires viendront s'ajouter pour regarnir votre porte-monnaie.

CANCER (22 JUIN - 23 JUILLET)

Vous aurez parfois du mal à suivre des explications trop longues, préférant écouter votre petite voix intérieure. Accordez plus de place à votre intuition : elle vous guidera vers de justes choix, tandis qu'une présence protectrice vous soutiendra.

LION (24 JUILLET - 23 AOÛT)

Un recul stratégique s'impose pour mieux rebondir et envisager un vrai tournant. Vous ferez le point sur ce qui vous passionne vraiment et sur la façon de mieux gérer le stress qui vous accompagne au quotidien.

VIERGE (24 AOÛT - 23 SEPTEMBRE)

Sorties, invitations et rencontres pourraient peser sur votre porte-feuille. Même si vous avez l'habitude de surveiller vos dépenses, il deviendra plus difficile de garder le contrôle et de rembourser ce qui a été engagé.

BALANCE (24 SEPTEMBRE - 23 OCTOBRE)

Vous déploierez de grands moyens pour offrir une belle image de vous, autant en famille qu'en société. La réussite de vos enfants ou de vos proches vous remplira de fierté, et vous saurez saisir chaque occasion d'abondance.

SCORPION (24 OCTOBRE - 22 NOVEMBRE)

Une formation ou un perfectionnement professionnel ouvrira la porte à de nouvelles perspectives de carrière. Vous ajusterez vos objectifs pour qu'ils soient en accord avec vos convictions profondes et votre besoin d'alignement intérieur.

SAGITTAIRE (23 NOVEMBRE - 21 DÉCEMBRE)

Si de longues vacances n'étaient pas prévues, vous envisagerez tout de même une escapade vivifiante. Une parenthèse loin du quotidien vous redonnera énergie, enthousiasme et impression de rajeunissement, comme une cure de jouvence symbolique.

CAPRICORNE (22 DÉCEMBRE - 20 JANVIER)

Vous chercherez à plaire à chacun, tout en réalisant que cette quête est épuisante. En choisissant d'agir selon votre cœur et vos intuitions, vous renforcerez votre confiance et poserez des limites plus saines.

VERSEAU (21 JANVIER - 18 FÉVRIER)

Après de belles vacances, la reprise demandera beaucoup d'efforts et la fatigue ne se fera pas attendre. Vos proches réclameront davantage d'attention, mais préserver des temps de repos sera essentiel pour tenir la semaine sereinement.

POISSONS (19 FÉVRIER - 20 MARS)

Une reconnaissance particulière viendra mettre en lumière vos efforts et dissiper une situation confuse. Remerciements, compliments ou mise en valeur de votre travail vous placeront au centre de l'attention et renforceront la confiance en soi.



La maltraitance envers les personnes âgées ainsi que leur vulnérabilité financière préoccupent la Fédération des aînées et aînés francophones du Canada (FAAFC). Photo : italy Gariev – Unsplash



Norma Dubé est présidente de l'Association francophone des aînées et aînés du Nouveau-Brunswick (AFANB) et première vice-présidente de la Fédération des aînées et aînés francophones du Canada (FAAFC). Photo : Courtoisie

«Les instances gouvernementales ont un rôle à jouer, mais nous aussi, comme monde associatif», estime la responsable. Selon elle, chaque petit geste peut aider. «Et si jamais on s'aperçoit que la personne est victime, il faut prendre des démarches tout de suite.»

Campagne de sensibilisation nationale
Dans son mémoire, la FAAFC insiste sur l'importance de la prévention auprès des populations vulnérables, notamment grâce à la mise sur pied de campagnes de sensibilisation ciblées nationales et à la diffusion de contenus disponibles en français, adaptés aux réalités des communautés linguistiques en situation minoritaire.

«Nos personnes âgées écoutent encore la télévision, les radios communautaires, la messe du dimanche. Il y aurait moyen de faire une petite campagne de sensibilisation qui pourrait juste éveiller la personne à un petit peu plus, sans leur faire peur; dire "oui, ça existe", propose Norma Dubé.

La FAAFC demande aussi aux élus fédéraux de financer des initiatives communautaires visant à renforcer la littératie numérique de personnes aînées et de mettre en place des mécanismes de signalement sécuritaires.

Former les intervenants et intervenantes de première ligne à reconnaître les situations de maltraitance et de fraude fait aussi partie des recommandations de l'organisme.

CANADA

Fraudes : les personnes âgées francophones plus vulnérables

CAMILLE LANGLADE | FRANCOPRESSE - IJL

Les personnes âgées francophones en situation minoritaire sont plus exposées aux fraudes et à la maltraitance financière, estime la Fédération des aînées et aînés francophones du Canada, qui appelle Ottawa à renforcer la prévention et les services en français.

«La maltraitance envers les personnes âgées ainsi que leur vulnérabilité financière sont des enjeux de plus en plus préoccupants», alerte la Fédération des aînées et aînés francophones du Canada (FAAFC) dans un mémoire présenté en avril 2026 au Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes, dans le cadre de son étude sur la maltraitance et la vulnérabilité financière des aînées.

«Les conséquences sont considérables, tant sur le plan humain que social et économique. L'évolution rapide des fraudes, la transformation numérique et la complexité de certaines dynamiques familiales accentuent les risques auxquels sont exposées les personnes âgées», poursuit l'organisme.

En contexte linguistique minoritaire, les personnes âgées

francophones sont d'autant plus vulnérables.

La présidente de l'Association francophone des aînées et aînés du Nouveau-Brunswick (AFANB), Norma Dubé, note en entrevue le fait que dans sa province, un pourcentage «quand même significatif» d'âinés francophones sont illettrés ou analphabètes.

Maltraitance familiale

Courriels frauduleux, réseaux wifi malveillants, voix de proches imitée par l'intelligence artificielle : à l'ère du numérique, les types de fraudes évoluent et s'affinent.

«Il y a des moyens maintenant qui peuvent imiter la voix d'une personne proche parce qu'on met trop de choses sur nos Facebook et nos médias sociaux», remarque Norma Dubé.

Selon elle, les procédés utilisés sont de plus en plus réalistes

et créatifs. «On va probablement tous être un peu vulnérables dans le temps.»

La violence peut aussi venir de l'intérieur du cercle familial : «Souvent, la fraude, surtout la fraude financière et même la violence psychologique, est commise par des personnes qui sont très près de la personne âgée, que ce soit un enfant ou un conjoint», observe la responsable.

«La maltraitance familiale constitue une problématique majeure et souvent invisible», remarque la FAAFC dans son mémoire. Depuis 2018, les cas de violence familiale envers les personnes âgées ont augmenté de 49 %.

«En 2024, la police a recensé 7622 personnes âgées victimes de violence familiale, soit 98 victimes pour 100 000 personnes de 65 ans et plus. Les femmes représentaient 57 % des victimes», peut-on lire.

La dénonciation reste rare dans ce contexte familial, car, souvent, les victimes refusent de dénoncer leur proche, note l'organisme.

Services insuffisants et difficiles d'accès

L'accès aux services reste insuffisant, surtout pour les personnes âgées en contexte minoritaire, souligne encore la FAAFC. Les barrières linguistiques limitent l'accès aux ressources et aux recours disponibles.

«Cette réalité retarde la demande d'aide et compromet une protection adéquate [...] Il devient urgent de renforcer l'accessibilité réelle des services dans les communautés de langues officielles en situation minoritaire», plaide l'organisme francophone.

Au Nouveau-Brunswick, la plupart des sessions données par la police locale ou des groupes communautaires demeurent en anglais, relève Norma Dubé.

En 2024, le Centre antifraude du Canada a relevé 108 878 incidents pour un total de 643,7 millions de dollars de pertes financières, rapporte la FAAFC dans son mémoire.

Néanmoins, cela ne serait que la pointe de l'iceberg, seulement 5 à 10 % des cas étant déclarés. Les personnes de 60 ans et plus représentent près du tiers des victimes et subissent souvent des pertes financières plus élevées.

THUNDER BAY

Le Canada investit plus de 1,1 million \$ dans un projet d'énergie propre autochtone

MEHDI MEHENNI - IJL

Le gouvernement du Canada a annoncé un investissement de 1 129 183 dollars pour soutenir l'installation d'un système de chauffage urbain à la biomasse dans la Première Nation Bingwi Neyaashi Anishinaabek (BNA), dans le Nord-Ouest de l'Ontario.

L'annonce a été faite le mercredi 5 août par la ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de FedNor, Patty Hajdu, également députée de Thunder Bay—Supérieur-Nord.

Selon un communiqué de l'Agence fédérale de développement

économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor), le projet vise à fournir une source de chaleur aux bâtiments de la communauté grâce à un système alimenté par de la biomasse.

Le financement annoncé comprend 459 800 dollars déjà accordés en décembre 2025, auxquels

s'ajoutent 669 383 dollars annoncés cette semaine dans le cadre de l'Initiative d'énergie propre pour les Autochtones du Nord de l'Ontario (EPANO).

Cette initiative est financée par l'Initiative sur les partenariats stratégiques de Services aux Autochtones Canada et mise en œuvre par FedNor. Elle vise notamment, selon le gouvernement, à mobiliser des investissements supplémentaires pour des projets d'énergie propre dirigés par des communautés autochtones.

Des résidus de bois comme combustible

Le financement doit servir à la planification et à la construction nécessaires à la mise en service du système de chauffage, indique le communiqué.

Une fois en fonction, l'installation devrait utiliser des résidus de bois provenant de la scierie locale comme source de combustible renouvelable.

Le gouvernement affirme que cette approche permettra de créer une «économie circulaire locale», tout

en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance de la communauté aux génératrices fonctionnant au diesel.

La ministre Patty Hajdu a présenté le projet comme un exemple de développement économique local reposant sur les énergies renouvelables.

«Bingwi Neyaashi Anishinaabek n'attend pas l'économie de demain, elle la construit», a soutenu Mme Hajdu.

Elle a ajouté que le système de chauffage urbain à la biomasse devait permettre de «fournir une énergie propre à l'ensemble de la communauté, tout en créant des emplois de qualité et de nouveaux débouchés à proximité».

«Les communautés Autochtones montrent la voie»

Le gouvernement fédéral affirme vouloir soutenir davantage de projets d'énergie propre dirigés par les Autochtones afin de favoriser le développement d'infrastructures locales et de renforcer les capacités des communautés.

La ministre des Services aux Autochtones, Mandy Gull-Masty, a notamment souligné le rôle des communautés autochtones dans le développement de solutions énergétiques propres.

«Les communautés Autochtones montrent la voie en matière de solutions d'énergie propre, s'appuyant sur des générations de savoir traditionnel et un profond lien avec la terre», a-t-elle déclaré, selon le communiqué.

Pour Mme Gull-Masty, le projet de Bingwi Neyaashi Anishinaabek illustre également la possibilité de générer des retombées économiques tout en favorisant un environnement plus sain.

Des retombées économiques locales attendues

Le chef de Bingwi Neyaashi Anishinaabek, Paul Gladu, a pour sa part affirmé que la communauté souhaitait conjuguer protection de l'environnement, développement économique et préservation de son identité culturelle.

«Les membres de Bingwi Neyaashi Anishinaabek ont à cœur de renforcer leur identité culturelle, de protéger la Terre mère et d'offrir des possibilités à tous», a indiqué M. Gladu.

Il a ajouté que le partenariat avec FedNor devait contribuer à concrétiser les objectifs de la communauté en matière d'énergies renouvelables.

«Outre la réduction de l'impact environnemental, cette initiative stimulera l'emploi local et générera des retombées financières à long terme pour notre communauté et au-delà», a-t-il affirmé.

L'Initiative d'énergie propre pour les Autochtones du Nord de l'Ontario (EPANO) vise, selon le gouvernement, à offrir un soutien financier et des services d'accompagnement aux projets afin de combler certaines lacunes et de renforcer les capacités des communautés.



Informations municipales

C. P. 5000 SUCC. A
200, RUE BRADY
SUDBURY ON P3A 5P3

311 Service
www.grandsudbury.ca

Nous affichons les soumissions, les offres, les propositions et les ventes dans le site Web de la Ville au www.grandsudbury.ca.

AVIS D'AUDIENCES PUBLIQUES

concernant les demandes aux termes de l'article 45 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, L.R.O. 1990, chap. P.13, dans sa version modifiée. Veuillez noter que les demandes suivantes de dérogation mineure ou d'autorisation afin d'obtenir une dispense des dispositions du Règlement de zonage de la Ville du Grand Sudbury, tel qu'il est précisé, ont été faites et seront entendues par le Comité de dérogation de la municipalité, dans l'ordre où elles figurent.

Demande : PL-MV-2026-00100

Description foncière : NIP 73365-0083, parcelle 18274, SECT. S.-O.-S., partie des lots 1 et 12, concession 3, soit l'emplacement de la station estivale AE-637, sous le n° WP8460, parties 1 et 2 du plan 53R-13537, cantons de Trill et Fairbank, 800, chemin Mason, Whitefish

Objet de la demande : Approuver la construction d'un rajout au logement saisonnier existant, une marge de reculement et un retrait de la ligne des hautes eaux dérogeant au règlement municipal.

Demande : PL-MV-2026-00105

Description foncière : NIP 73475-1648 et 73475-1241, partie du lot 5, concession 6, parties 1 et 2, plan 53R-4709, partie 1, plan 53R-6071, partie 3, plan 53R-11109, partie 2, plan 53R-14060 et parties 1 et 2, plan 53R-11145 et partie 1, plan 53R-6438, sous le no LT118856, sauf LT122474, LT136799, parties 1, 2, 5, 6, plan SR-1339, parties 1-2, plan 53R-8384, parties 45, 46, 47, 48, 49 et 50, plan 53R-20341, partie 3, plan 53R-10237, partie 1, plan 53R-11109, parties 6-8, plan 53R-12143, parties 2-4, plan 53R-12196 et parties 3, 5, 6 et 7, plan 53R-17925; canton de Broder, 2100, chemin Algonquin, Sudbury

Objet de la demande : Approuver la construction d'un rajout à un bâtiment existant, sa hauteur dérogeant au règlement municipal.

Demande : PL-MV-2026-00107

Description foncière : NIP 73481-0298, parcelle 34271, SECT. S.-E.-S., partie du lot 9, concession 3, partie 3, plan SR-1825, canton de Dryden, 283, rue Hill, Wahnapiatae

Objet de la demande : Approuver la construction d'un bâtiment isolé accessoire sa hauteur dérogeant au règlement municipal.

Demande : PL-MV-2026-00109

Description foncière : NIP 73560-0329 et 73560-0842, parcelles 4907 et 23521, SECT. S.-E.-S., lots 5 et 6, plan M-89, partie du lot 4, concession 3, canton de Neelon, 54, avenue William, Coniston

Objet de la demande : Approuver la construction d'un porche et d'un rajout au deuxième étage du logement existant, les marges de reculement, les empiétements, la surface construite accrue et la surface de plancher hors oeuvre brute dans la cour requise dérogeant au règlement municipal.

DATE : MERCREDI 19 AOÛT 2026

HEURE : 17 H

ENDROIT : CENTRE LIONEL E. LALONDE (CLEL)
239, MONTÉE PRINCIPALE, AZILDA
et par voie électronique

Les médias et le grand public peuvent visionner la webdiffusion du Comité de dérogation de la Ville du Grand Sudbury en continu en direct au <http://video.isilive.ca/sudbury/live.html>.

Les commentaires présentés sur la question, y compris le nom et l'adresse de l'auteur, seront connus du public. La population peut les consulter et ils peuvent être publiés dans la décision du Comité de dérogation. En transmettant des renseignements, y compris de façon imprimée ou électronique, vous indiquez que vous avez obtenu le consentement des personnes dont les renseignements personnels figurent dans les informations divulguées au public.

Une copie de la décision concernant l'une ou l'autre des demandes ci-dessus sera uniquement envoyée à la personne qui a demandé par écrit à la secrétaire-trésorière d'être avisée de la décision.

Participez à la réunion du Comité de dérogation

Le public peut participer aux audiences publiques en personne ou par voie électronique. Il existe plusieurs façons lui permettant de soumettre des observations aux membres du Comité de dérogation pour la réunion du 19 août 2026.

- En personne : dans la Salle du Conseil au CLEL, salle 106, Centre Lionel E. Lalonde, 239, montée Principale, Azilda.
- Transmettre ses commentaires par écrit à Nia Lewis, secrétaire-trésorière du Comité de dérogation, C.P. 5000, succursale A, Sudbury (Ontario) P3A 5P3, avant la réunion, ou par courriel à coa_mv@grandsudbury.ca. Les commentaires reçus le **vendredi 14 août 2026 à 15 h au plus tard** seront transmis aux membres du Comité de dérogation avant la réunion.
- S'inscrire pour prendre la parole par voie électronique lors de la réunion du Comité de dérogation : veuillez consulter le site de la Ville du Grand Sudbury (<https://www.grandsudbury.ca/faire-des-affaires/planification-et-developpement/comite-de-derogation-des-enseignes-irregulieres/>) pour prendre connaissance des instructions afin de s'inscrire pour participer par voie électronique. Les membres intéressés doivent s'inscrire avant midi le jour ouvrable précédant la date de l'audience.

Pour plus de renseignements sur ces questions, veuillez téléphoner ou prendre rendez-vous afin d'assister à la rencontre, au bureau de Nia Lewis, secrétaire-trésorière du Comité de dérogation de la Ville du Grand Sudbury, Place Tom Davies, 200, rue Brady, C.P. 5000, succursale A, Sudbury (Ontario) P3A 5P3. Tél. : 705-674-4455, p. 4376 ou 4346. Fax : 705-673-2200 (pendant les heures de bureau).

NORTH BAY

Le gouvernement fédéral investit 2,7 millions \$ dans le secteur de la défense

MEHDI MEHENNI | LE VOYAGEUR - IJL

Le gouvernement du Canada investit 2,7 millions de dollars pour soutenir deux projets liés à la défense et à la cybersécurité dans le Nord-Est de l'Ontario, une initiative qui doit notamment BV

L'investissement a été annoncé le vendredi 31 juillet à North Bay, par Patty Hajdu, ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de FedNor.

Le financement, dont le montant se chiffre plus exactement à 2 700 909 dollars, est ainsi accordé par l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor) dans le cadre de l'Initiative régionale d'investissement dans la défense (IRID).

Selon le communiqué du gouvernement, les fonds visent deux entreprises, à savoir International Test Pilots School (ITPS) Canada et SKADI Cyber Defense Corporation. Les projets doivent contribuer à renforcer les capacités canadiennes dans la chaîne d'approvisionnement de la défense et à développer des technologies considérées comme stratégiques pour la souveraineté du pays.

«Lorsque nous investissons dans les travailleurs, les entreprises et l'innovation au Canada, nous renforçons notre économie et notre souveraineté», a déclaré Mme Hajdu, selon le communiqué.

«En soutenant l'expertise et la technologie canadiennes dans le Nord de l'Ontario, nous consolidons notre secteur de la défense et veillons à ce que le Canada dispose des outils dont il a besoin au moment où cela compte le plus», a-t-elle ajouté.

Un centre d'entraînement tactique à North Bay

ITPS Canada recevra 1,5 million de dollars pour transférer son Centre international d'entraînement tactique (ITTC) à l'aéroport Jack-Garland de North Bay.

L'investissement, qui prendra la forme d'un financement remboursable, permettra notamment de rénover et d'équiper un hangar de 21 000 pieds carrés consacré à l'entraînement initial sur chasseurs.

D'après le communiqué gouvernemental, cette installation doit servir à la formation de pilotes militaires de l'OTAN et de pays alliés appelés à piloter des avions de chasse de nouvelle génération.

Le projet devrait entraîner la création d'une soixantaine d'emplois à temps plein et contribuer à renforcer la place de North Bay comme centre d'activité dans les secteurs de la défense et de l'aérospatiale.

Le chef de la direction d'ITPS Canada, Dave Lohse, a qualifié le financement d'«étape importante» vers le déménagement du centre à North Bay et la création d'une capacité canadienne d'entraînement à l'aviation tactique.

«L'espace aérien, les infrastructures aéronautiques et le passé militaire de North Bay nous offrent l'environnement opérationnel idéal pour préparer les pilotes aux opérations modernes », a-t-il affirmé, selon le communiqué.

Le projet doit également contribuer, toujours selon M. Lohse, à la capacité du Canada de soutenir

l'état de préparation de l'OTAN et de ses alliés.

Une technologie de cybersécurité basée sur l'IA

Le deuxième volet de l'investissement concerne SKADI Cyber Defense Corporation, qui recevra 1 200 909 dollars pour poursuivre le développement et la commercialisation de Frostbow™, son système de cyberdéfense fondé sur l'intelligence artificielle.

La technologie est conçue pour protéger les réseaux et les infrastructures informatiques en procédant à des évaluations des menaces en temps réel avec un minimum de supervision humaine, indique le gouvernement.

Le financement doit notamment permettre à l'entreprise de moderniser Frostbow™ afin d'améliorer ses capacités de résolution proactive de problèmes, de planification et d'exécution de tâches et de défense des réseaux contre les cyberattaques.

Rachel Clark, chef de la direction et fondatrice de SKADI Cyber Defense Corporation, a déclaré que l'appui de FedNor permettrait de rendre la solution «plus performante et plus accessible aux entreprises et aux militaires canadiens».

«Notre système propriétaire détecte et analyse sans cesse les cybermenaces et y réagit en quelques secondes», a-t-elle ajouté.

Rachel Clark a également soutenu que les entreprises et les militaires canadiens ont besoin d'une solution de cybersécurité capable de maintenir leurs données au Canada.

Renforcer la chaîne d'approvisionnement de la défense

Le gouvernement fédéral présente ces deux projets comme une contribution à ses efforts visant à accroître les capacités industrielles canadiennes dans le secteur de la défense.

«Un secteur de la défense vigoureux est essentiel à la souveraineté et à la sécurité nationales du Canada, ainsi qu'à sa résilience économique et à sa prospérité à long terme», indique le communiqué.

La secrétaire parlementaire du secrétaire d'État (Développement rural) et députée de Nipissing—



Le financement devra permettre la création d'une soixantaine d'emplois spécialisés, selon le gouvernement fédéral. Photo : Page Facebook Patty Hajdu

Timiskaming, Pauline Rochefort, a pour sa part estimé que l'investissement annoncé permettrait de soutenir à la fois la formation de pilotes militaires et le développement de solutions canadiennes de cybersécurité.

«Cet investissement de 2,7 millions de dollars dans l'ITPS et la SKADI Cyber Defense Corporation permettra de renforcer l'économie, de consolider le secteur canadien de la défense et de créer plus de 60 emplois de qualité ici même, dans le Nord de l'Ontario», a-t-elle souligné.

L'IRID, administrée par FedNor dans le Nord de l'Ontario, vise à aider les petites et moyennes entreprises à intégrer les chaînes d'approvisionnement de la défense et à accroître leurs capacités industrielles et d'innovation afin de répondre aux besoins du Canada en matière de défense et de sécurité.

Le gouvernement a rappelé que ces investissements s'inscrivent dans un effort plus large visant à «renouveler et renforcer les Forces armées canadiennes, à soutenir les entreprises nationales du secteur de la défense et à accroître les capacités de fabrication et de production sur le territoire canadien».

Informations municipales

C. P. 5000 SUCC. A
200, RUE BRADY
SUDBURY ON P3A 5P3

À votre service
311 Service

www.grandsudbury.ca

Nous affichons les soumissions, les offres, les propositions et les ventes dans le site Web de la Ville au www.grandsudbury.ca.

AVIS DE DEMANDES D'AUTORISATION VILLE DU GRAND SUDBURY

Veuillez noter que l'on a présenté les demandes suivantes concernant les demandes d'autorisation aux termes de l'article 53 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, L.R.O. 1990, chap. P.13, telle qu'elle est modifiée.

Demande : PL-CON-2026-00046
Description foncière : NIP 73352-0817, parcelle 29805, SECT. S.-O.-S., partie du lot 2, concession 4, parties 1-5, plan 53R-13851, canton de Dowling, 88, route 144, Dowling
Objet de la demande : Concéder une servitude/un droit de passage d'environ 1 812 m² au profit du 149, promenade Riverside.

Demandes : PL-CON-2026-00048 à PL-CON-2026-00050
Description foncière : NIP 73602-0563, partie des lots 175, 176, 196, 197, 198, 199 et partie de la pièce D, plan M-1044, partie des lots 2 et 3, concession 6, canton de McKim, 1487 et 1489, avenue Montrose, 1525 et 1527, avenue Montrose et 1479 et 1481, avenue Montrose, Sudbury
Objet des demandes : Morceler et créer 3 nouveaux lots sur les portions vacantes nord-est et sud-ouest de la propriété visée, créant ainsi des superficies de lot d'environ 859 m², 739 m² et 833 m².

Demande : PL-CON-2026-00052
Description foncière : NIP 73348-0807,

lot 7, plan 53M-1446, partie du lot 2, concession 2, canton de Balfour, 2952 et 2954, rue Ruby, Chelmsford
Objet de la demande : Diviser la propriété visée le long du mur mitoyen d'une maison jumelée proposée.

Demande : PL-CON-2026-00053
Description foncière : NIP 73504-3271, parcelle M1114-124-1, SECT. S.-E.-S., droits de surface seulement; partie du lot 5, concession 2, lot 127, plan M-1114, canton d'Hanmer, 3034 et 3038, rue Manon, Hanmer
Objet de la demande : Diviser la propriété visée le long du mur mitoyen d'une maison jumelée proposée.

Les observations écrites concernant l'une ou l'autre de ces demandes doivent être reçues d'ici au plus tard le **vendredi 21 août 2026 pour examen.**

Les commentaires présentés sur la question, y compris le nom et l'adresse de l'auteur, seront connus du public. La population peut les consulter et ils peuvent être publiés dans la décision de la responsable des demandes d'autorisation. En transmettant

des renseignements, y compris de façon imprimée ou électronique, vous indiquez que vous avez obtenu le consentement des personnes dont les renseignements personnels figurent dans les informations à divulguer au public.

On fera uniquement parvenir une copie des décisions aux personnes qui demandent par écrit un avis de décision à la responsable des demandes d'autorisation.

Responsable des demandes d'autorisation
Ville du Grand Sudbury
C.P. 5000, succursale A, 200, rue Brady, Sudbury (Ontario) P3A 5P3
Courriel : coa_mv@greatersudbury.ca
Tél : 705-674-4455, poste 4376 ou 4346
Fax : 705-673-2200

Note : Si une personne ou un organisme public faisant appel d'une décision de la responsable des demandes d'autorisation par rapport à la demande proposée ne lui fait pas parvenir d'observations écrites avant que soit accordée une autorisation provisoire, Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire peut rejeter l'appel.

vie communautaire NIPISSING OUEST



NIPISSING OUEST

Un projet de culture et de partage qui ne cesse de croître

CHRISTIAN
GAMMON-ROY

TRIBUNE : LA VOIX DU
NIPISSING OUEST - IUL

Les jardiniers locaux peuvent désormais goûter à plus d'aliments frais sans pour autant varier

leurs propres plantations, grâce à une nouvelle initiative du Centre de santé communautaire de Nipissing Ouest. Le centre leur offre la possibilité de donner ou d'échanger leurs produits excédentaires contre d'autres légumes ou herbes qu'ils ne cultivent peut-être pas eux-mêmes, aidant ainsi à réduire le gaspillage et à faire découvrir une gamme plus vaste d'aliments.

Le Centre de santé anime un stand de produits frais dans le cadre de son projet de jardin communautaire pour les jeunes. Ouvert au public à différentes dates depuis le 18 juin, ce stand permet aux habitants d'échanger des plantes et des herbes aromatiques ou simplement de venir chercher gratuitement des produits frais. Les prochaines journées d'échange auront lieu les 13 et 27 août, le 17 septembre et le 1er octobre, de 11 h 30 à 13 h, au centre de la rue Michaud.

Selon la responsable du projet, la diététicienne Brooklynne Buckley, le kiosque vise aussi à renforcer les liens sociaux. Bien que les gens soient libres de simplement prendre des produits, l'objectif principal est d'encourager les échanges. «C'est l'occasion de redistribuer la nourriture au sein de la communauté. Cela favorise le renforcement du tissu social, le fait de cultiver ensemble et le partage de souvenirs», explique-t-elle.

Jusqu'à présent, l'initiative est très bien reçue, a déclaré Mme Buckley lors de la dernière session le 30 juillet. «Aujourd'hui, par exemple, nous avions des concombres et des poivrons verts, et ils sont disparus en une minute! Nous proposons des produits

comme le chou frisé, et à l'avenir, nous aurons des pommes de terre et des tomates, qui partent toujours très vite. Les pois gourmands et les haricots verts partent aussi très vite», a-t-elle affirmé. En plus des produits comestibles, ils reçoivent également des fleurs dans le cadre de cet échange communautaire, et ils ont commencé à les intégrer au potager du centre.

Au final, le projet ne vise pas à produire plus des produits très demandés, car, comme le dit Mme Buckley, «nous ne sommes pas des producteurs commerciaux.» Il s'agit plutôt de favoriser la diversité alimentaire et d'offrir une opportunité d'apprentissage aux jeunes. «Par exemple, l'un de nos potagers abrite les «trois sœurs» – maïs, courges et haricots», explique-t-elle. «Lors du camp d'été pour les jeunes, nous avons découvert le concept de la culture associée et quelles herbes cultiver ensemble. Les jeunes ont ensuite pu récolter le basilic qu'ils avaient planté et s'en servir pour préparer de petites pizzas individuelles. À tous les niveaux, il y a des possibilités d'enseignement et d'éducation», décrit Mme Buckley.

Apprendre la production se traduit par des habitudes alimentaires saines, ajoute-t-elle, et peut même

faciliter l'accès à la nourriture. Même si elle admet que le jardinage ne résoudra pas à lui seul l'insécurité alimentaire, savoir cultiver ses propres produits constitue un filet de sécurité important. Le fait de ne pas avoir à acheter certains produits au supermarché, mais de les cultiver soi-même, permet de réduire la facture d'épicerie.

Un autre avantage est de mettre en avant des produits sains que les gens pourraient autrement ignorer. Il est facile de passer devant des fruits et légumes méconnus sans leur donner leur chance, mais après avoir fait l'effort de les planter et de les cultiver, on est bien plus susceptible de les goûter. «Les enfants sont plus enclins à manger les fruits et légumes qu'ils ont cultivés et avec lesquels ils ont interagi», affirme la diététicienne.

Un autre volet du programme consiste à mettre en avant les producteurs locaux et à encourager les interactions de la communauté avec eux. «Je travaille à l'élaboration d'une carte des producteurs, indiquant où se procurer des produits au sein de la communauté. Il y a un producteur local dans ma rue dont je ne soupçonnais même pas l'existence», explique Mme Buckley, soulignant que les habitants ignorent souvent qu'ils peuvent aller s'approvisionner directement chez certains producteurs.

Même si le jardin pourrait se résumer à un programme strictement saisonnier, Mme Buckley assure qu'il alimente de nombreuses autres opportunités d'apprentissage tout au long de l'année. «Oui, nous avons une saison de culture,

mais de nombreuses activités, comme la mise en conserve et l'apprentissage de la déshydratation de différentes herbes, seront intégrées au programme d'hiver. Par exemple, nous organisons «Venez cuisiner avec nous», une activité ouverte à tous, où nous cuisinons tous ensemble en utilisant les ingrédients du potager», décrit-elle, en soulignant que «nous devons bien manger toute l'année!»

Ce projet intègre aussi d'autres programmes du Centre de santé communautaire. Mme Buckley attire l'attention sur l'épouvantail qui se dresse près de leurs bacs de jardinage, créé par les membres du programme de la Société d'Alzheimer. «[Les participants] avaient remarqué que des corbeaux venaient manger le maïs. Ils se sont donc réunis et ont fabriqué ce magnifique épouvantail pour nous. Ils ont également intégré les bienfaits du potager dans leur propre programme. Ils cultivent des soucis, qui sont parfaits pour lutter contre les nuisibles et constituent d'excellentes plantes compagnes», explique-t-elle.

Quant à l'avenir du jardin communautaire, Mme Buckley est enchantée de voir son évolution rapide. Récemment, le programme a reçu des subventions locales, permettant d'ajouter plus de bacs de jardinage au centre, d'étendre à Lavigne et de prévoir une nouvelle expansion à River Valley. Mme Buckley prévoit ajouter des bacs de jardinage «moins hauts pour que les enfants et davantage de jeunes puissent participer.»

À plus court terme, une «gar-

Brooklynne Buckley, diététicienne agréée au Centre de santé communautaire de Nipissing Ouest, se tient devant les bacs du jardin communautaire. Photo : Christian Gammon-Roy

den-party» sera organisée dans le cadre d'une exposition artistique en plein air, un projet dirigé par l'artiste locale Jessica Somers avec les participants de ses camps de jeunes. «Ils réalisent des fresques sur tous les bacs, qui représenteront différents enseignements autochtones. Cela aura lieu la première semaine d'août», précise Mme Buckley.

Le temps est ton allié

Investis tôt pour en tirer profit plus tard

Time is on your side

Invest early to reap the benefits later

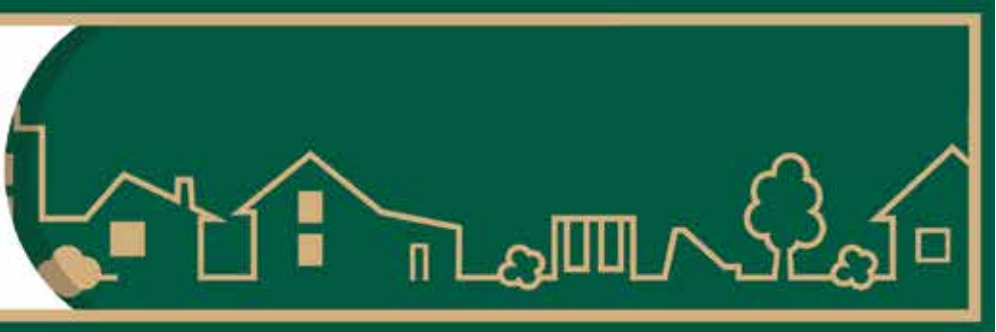


Caisse Alliance

caissealliance.com



vie communautaire SUDBURY



GRAND SUDBURY

Sudbury, la plus meilleure ville !

LISE DUGAS La semaine dernière, soit le 6 août, l'équipe de tournage pour la future émission de *La plus meilleure ville* était de passage dans la région pour enregistrer un épisode pour la série. Plus de 60 personnes ont assisté à l'enregistrement qui s'est déroulé au Studio Desjardins à la Place des Arts.

L'idée pour cette série est venue du groupe média Urbania qui produisait une chronique écrite environ 15 ans passés. Urbania a proposé de convertir le tout en nouvelle formule, soit en faire une version télévisée. La mission d'Urbania est de «rendre l'ordinaire extraordinaire». Le réalisateur M. Etienne Fournier a discuté de l'intention de l'émission, soit «une tribune pour promouvoir les villes, rendre hommage aux gens qu'on rencontre, faire la lumière sur le Canada français». M. Fournier a également souligné que Sudbury était une des villes convoitées pour l'émission, car elle est considérée «comme la ville avec le plus grand nombre de francophones du Nord de l'Ontario».

Cette série est co-animée par deux humoristes, soit M. Neev et Mme Korine Côté. Jusqu'à présent, un seul épisode a été tourné avec les deux animateurs, à St-Jean sur Richelieu. Tous les autres, c'est un seul animateur à la fois. Pour Sudbury, l'émission a été enregistrée avec Mme Côté.

Le contenu de l'émission est divisé comme suit: deux-tiers reflètent les activités de la région, les plus différentes les unes que les autres. Le tiers restant est représenté par une soirée d'humour. Mme Côté a fait des farces, entre autres, au sujet des nombreux Tim Hortons de la région, 22 plus précisément et de l'histoire de Sudbury. Elle a mentionné le slogan pour la région: Ensemble, bâtissons notre avenir. Sa présentation contenait un segment archives avec un diaporama où elle mentionnait le fameux loup empaillé de l'équipe de hockey des Sudbury Wolves, de l'observatoire sous-terrain des neutrinos, SNOLAB, de la grotte de Lourdes et du pont des nations. Mme Côté a souligné également quelques moments farfelus affichés sur le site Spotted in Sudbury.

M. Patrick Breton, du Centre franco ontarien de folklore, fait partie de ceux qui ont eu la chance de faire visiter certains endroits de la ville à Mme Korine Côté, tels que Science Nord, la promenade, la grotte de Lourdes,

le pont des amoureux et le bar secret Night Owl. Pour M. Breton, c'était «une journée agréable pour faire découvrir notre ville».

Parmi tous ceux et celles qui étaient présents pour l'enregistrement, il y avait Docteur André Roch qui a beaucoup apprécié sa soirée: «Quelle expérience! C'était la première pour Diane (son épouse) et moi de voir l'évolution d'un artiste, l'importance de la répétition, le travail énorme qu'un artiste fait avant la production finale. Ça permet d'apprécier encore plus le travail de nos artistes».

Durant sa prestation, Mme Côté a raconté sa randonnée écourtée en motocross où elle a à peine restée en place pour moins de 2 minutes et qu'elle s'est retrouvée en chute libre avec un pouce endolori. Elle aime beaucoup l'idée du projet de la série qui lui permet de planifier à l'avance, «sait qu'on va partir ensemble, un beau trip de gang, un beau projet sous un autre angle, rien de négatif, quasiment pas d'la job».

«J'aime les endroits qu'on visite», a ajouté Mme Côté.

La série *La plus meilleure ville* sera diffusée sur les ondes de TV5 unis au printemps 2027. Un gala aura lieu à la fin de la série pour déclarer quelle ville se mérite l'honneur d'être la meilleure.

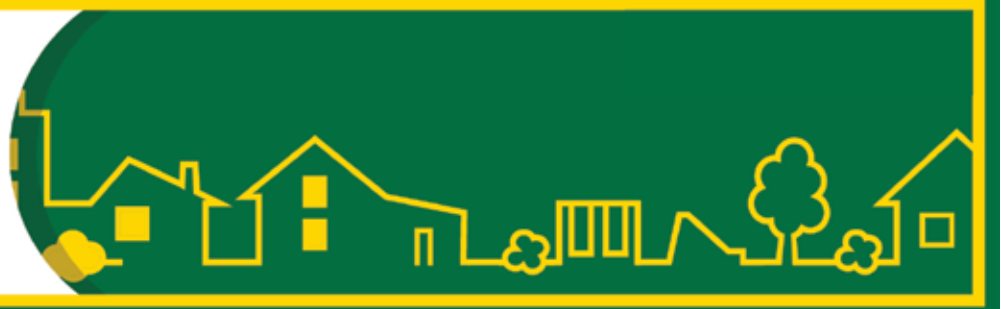


Korine Côté en avant; Marie-Ève à l'arrière-plan, membre de l'équipe de tournage. Photo : Lise Dugas

La crémation, oui, nous la faisons!

fd@coopfh.ca | 705-566-2100

vie communautaire **VALLÉE EST**



Le Voyageur

De nos archives - 10 septembre 2025

VALLÉE EST

L'engagement communautaire de Jeannine Blais

LISE
DUGAS

Les contributions exceptionnelles à la communauté francophone de Mme Jeannine Blais, présidente du Rendez-vous de Vallée Est, ainsi que son engagement bénévole remarquable ont fini par récolter l'une des plus hautes distinctions du Canada.

Mme Jeannine Blais est l'heureuse récipiendaire de la Médaille du Couronnement du Roi Charles III. Elle lui a été présentée par Mme France Gélinas, la députée provinciale de Nickel Belt, fin mai 2025.

La Médaille a été créée pour marquer le couronnement de Sa Majesté le roi Charles III, qui a eu lieu le 6 mai 2023. Il s'agit de la première médaille commémorative canadienne marquant un couronnement.

D'après les critères établis pour avoir droit à cette marque de distinction, les récipiendaires devaient avoir apporté une contribution importante au Canada, à une province, à un territoire, à une région ou à une collectivité au Canada. Mme Gélinas a offert aux gens de Nickel Belt de nommer des résidentes et des résidents pour cette médaille.

C'est grâce à Mme Nicole Beaudry que le nom de Mme Jeannine Blais a été suggéré. Cette dernière s'est dit très surprise de ce geste de la part de Mme Beaudry.

Mme Gélinas explique la procédure : «Nous avons revu sa nomination et l'avons acheminée aux membres du Protocol qui ont fait la sélection finale». Quand Mme Blais a appris qu'elle était l'heureuse récipiendaire de la médaille, elle s'est dit avoir été très touchée.

Mme Blais a travaillé bénévolement auprès de plusieurs organismes depuis plus de 30 ans. Entre autres, elle a aidé la Paroisse Notre-Dame-de-l'Espérance avec les repas paroissiaux. Par la suite, ce fut au tour de la préparation de milliers de repas pour prélever des fonds pour la nouvelle église de la Paroisse Ste-Marguerite d'Youville. En plus, Mme Blais a aidé avec la Croix rouge et les Chevaliers de Colomb de Hanmer. Ses nombreuses années de bénévolat ne s'arrêtent pas là. Elle a également contribué à l'Association nationale des retraités fédéraux (ANRF) et à la Fédération des aînés et retraités francophones de l'Ontario (FARFO Moyen-

Nord). Depuis 2017, elle occupe le poste de présidente du club d'aînés de Hanmer, soit le Rendez-vous de Vallée Est.

Mme Blais explique qu'elle a été «comblée de joie par cet accueil inattendu auprès de tant de mes pairs et des membres de ma famille». Elle ajoute que «la cérémonie (de la remise de la médaille) s'est déroulée pendant la fête annuelle des membres (du Rendez-vous de Vallée Est) dans une ambiance conviviale, ponctuée de rires, de jeux, d'échanges chaleureux et d'une collation appréciée de tous.»

«Son engagement de longue date a eu un impact réel et durable auprès des aînés et des francophones de la région», explique la députée France Gélinas. Cette dernière ajoute «Félicitations à Mme Blais pour la différence positive qu'elle a fait dans sa communauté et pour avoir reçu ce prix prestigieux.»

Un fait intéressant : Mme Blais s'est également meritée la Médaille du Jubilé de la Reine Élisabeth II, en 1977. Cette fois-là, sa candidature avait été soumise par son employeur de Service Canada, pour sa grande contribution auprès des aînés.



Mme Jeannine Blais. Photo : Courtoisie

Fais passer tes finances au prochain niveau

Crédit

Financement

Épargne

Investissement

**Tu as entre 18 et 30 ans?
On a ce qu'il te faut
pour gérer le présent et
planifier l'avenir.**

Ouvrir un compte

desjardins.com/18-30-ans



 **Desjardins**